

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2020 en treedt buiten werking op 30 november 2022.

Art. 7. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 augustus 2020.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
N. MUYLLE

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978,
Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1978.
Wet van 29 december 1990,
Belgisch Staatsblad van 9 januari 1991.
Wet van 26 juni 1992,
Belgisch Staatsblad van 30 juni 1992.
Wet van 30 december 2001,
Belgisch Staatsblad van 31 december 2001.
Wet van 4 juli 2011,
Belgisch Staatsblad van 19 juli 2011.
Wet van 15 januari 2018,
Belgisch Staatsblad van 5 februari 2018.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2020 et cesse d'être en vigueur le 30 novembre 2022.

Art. 7. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 août 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
N. MUYLLE

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978,
Moniteur belge du 22 août 1978.
Loi du 29 décembre 1990,
Moniteur belge du 9 janvier 1991.
Loi du 26 juin 1992,
Moniteur belge du 30 juin 1992.
Loi du 30 décembre 2001,
Moniteur belge du 31 décembre 2001.
Loi du 4 juillet 2011,
Moniteur belge du 19 juillet 2011.
Loi du 15 janvier 2018,
Moniteur belge du 5 février 2018.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203719]

23 JUILLET 2020. — Arrêté ministériel relatif aux modalités d'organisation et au contenu des formations et des formations continues ainsi qu'au contenu et aux modalités d'organisation et de participation à l'examen dans le cadre de la certification « Eau » des immeubles bâtis

La Ministre de l'Environnement,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, l'article D. 227^{quater}, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, et alinéa 2, inséré par le décret du 28 février 2019;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, articles R. 307^{bis}-22 et R. 307^{bis}-27, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019;

Vu l'avis 67.551/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o Code : le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

2^o Administration : le Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement;

3^o centre : le centre de formation et d'examen de certificateurs CertIBEau, agréé conformément aux exigences de l'article R. 307^{bis}-28 du Code;

4^o candidat : la personne physique ayant introduit une demande d'agrément en qualité de certificateur CertIBEau, conformément à l'article R. 307^{bis}-22 du Code;

5^o formation : la formation visée aux articles D. 227^{quater}, § 2, 4^o et R. 307^{bis}-22, § 2, du Code;

6^o examen : l'examen visé à l'article D. 227^{quater}, § 3 et R. 307^{bis}-22, § 3, du Code;

7^o formateur : le membre du personnel enseignant qualifié défini dans l'article D. 227^{quater}, § 3, 3^o, du Code.

Art. 2. § 1^{er}. La S.P.G.E. met à disposition du centre :

1^o les supports pédagogiques de la formation et des formations continuées, comprenant au minimum :

a) le formulaire de demande de certification, le formulaire d'attestation et le rapport de visite définis à l'article R. 307^{bis}-14 du Code;

b) le contenu pédagogique de la formation établi sur des diapositives ou sur tout autre support;

2° les supports administratifs relatifs à l'organisation de la formation et de l'examen, comprenant au minimum les questionnaires à choix multiples de l'examen, accompagnés du corrigé et de la méthode de notation.

§ 2. Les ressources peuvent être mises à disposition du centre par voie électronique.

§ 3. L'Administration et la S.P.G.E. publient sur leur site internet les modalités d'inscription à la formation et aux formations continuées et les dates des sessions planifiées par le centre.

Art. 3. § 1^{er}. Le centre :

1° vérifie les conditions d'accès à la formation des candidats, conformément aux conditions fixées aux articles D.227^{quater}, § 2 et R.307^{bis}-22 du Code;

2° confirme aux candidats leur inscription et leur communique les lieux, dates et modalités pratiques de la formation et de l'examen;

3° utilise, exclusivement, chacun des supports pédagogiques et administratifs de la formation mis à disposition par la S.P.G.E.;

4° ne modifie pas le contenu des supports de la formation et n'utilise aucun autre support, sauf accord préalable de la S.P.G.E.;

5° met à disposition de chaque candidat inscrit à la formation les supports de la formation, y compris un syllabus reprenant le contenu pédagogique;

6° met à disposition de chaque candidat inscrit à la formation les locaux et le matériel, y compris informatique, nécessaires au bon déroulement de la formation et de l'examen;

7° communique à la S.P.G.E. un rapport sur la session de formation et d'examen par voie électronique, reprenant la liste des candidats avec les notes obtenues à l'examen. Le rapport est établi conformément au modèle mis à disposition par la S.P.G.E.;

8° communique immédiatement à la S.P.G.E. toute modification pouvant avoir un impact sur l'agrément de centre de formation de certificateurs CertIBeau;

9° sauf autorisation préalable demandée au moyen du formulaire mis à disposition par la S.P.G.E., fait appel exclusivement aux formateurs renseignés dans la demande d'agrément en tant que centre de formation pour dispenser la formation et l'examen.

10° organise annuellement les formations continuées, conformément aux modalités de l'article 5.

§ 2. Les supports de la formation sont réservés exclusivement à la formation des candidats.

Ils ne font l'objet d'aucune forme de diffusion, partielle ou intégrale, en dehors du cadre de la formation, sauf accord préalable et écrit de la S.P.G.E. dont ils sont la propriété exclusive.

Art. 4. La durée de la formation dispensée par les centres est au minimum :

- de deux demi-journées pour la partie théorique relative aux installations intérieures de distribution d'eau;
- de deux demi-journées pour la partie théorique relative au traitement et à l'évacuation des eaux usées et pluviales et leur gestion à la parcelle;
- de deux demi-journées pour la partie pratique relative aux deux premiers volets;
- une demi-journée pour la partie relative au cadre légal et réglementaire du CertIBeau et à sa gestion administrative et informatique.

Art. 5. § 1^{er}. Le centre organise les formations continuées, obligatoires pour les certificateurs agréés. Elles ont lieu chaque année et ont une durée minimale d'une demi-journée.

Le contenu de ces formations continuées est défini par la S.P.G.E. et est fourni au centre sous format informatique.

§ 2. Pour le 31 janvier de chaque année, le centre communique à la S.P.G.E. le calendrier des formations continuées organisées pour l'année en cours et les lieux dans lesquels elles auront lieu.

Art. 6. § 1^{er}. L'examen est constitué d'une partie écrite dont les questions sont fournies par la S.P.G.E. et d'une partie orale basée sur un cas pratique à résoudre.

Deux sessions d'examens sont prévues. La seconde est destinée aux candidats ayant échoué à la première ou pouvant faire état de circonstances exceptionnelles et indépendante de leur volonté suivant le paragraphe 2. En cas d'échec à la seconde session, le candidat s'inscrit à une nouvelle session de formation et d'examen.

§ 2. En cas de circonstances exceptionnelles et indépendantes de la volonté du candidat, et sur base d'un document probant justifiant l'absence, le candidat est autorisé à passer l'examen lors d'une nouvelle session d'examen. Le document justificatif est conservé par le centre et une copie est jointe au rapport de session et d'examen.

Le centre est habilité à juger de la pertinence du justificatif.

§ 3. Le candidat qui ne se présente pas à l'examen sans pouvoir justifier son absence conformément à l'article 6, paragraphe 2 ou qui est absent à une journée de formation sans pouvoir fournir de document probant justifiant son absence en raison de circonstances exceptionnelles et indépendantes de sa volonté, est exclu de la promotion de candidats.

En vue de l'obtention de l'agrément, le candidat exclu s'inscrit à une nouvelle session de formation et d'examen.

Art. 7. Le centre gère les litiges portant sur les notes obtenues à l'examen.

Le responsable du centre gère les recours de candidats à l'encontre d'un formateur et informe la S.P.G.E. des suites données au recours.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 23 juillet 2020.

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/203719]

23. JULI 2020 — Ministerieller Erlass über die organisatorischen Modalitäten und den Inhalt der Ausbildungen und Weiterbildungen sowie über den Inhalt und die Modalitäten für die Organisation und die Teilnahme an der Prüfung im Rahmen der "Wassertzertifizierung" der bebauten Immobilien

Die Ministerin der Umwelt,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.222*quater*, § 2, eingefügt durch das Dekret vom 19. Januar 2017;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel R. 307*bis*-22 und R. 307*bis*-27, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 2019;

Aufgrund des am 6. Juli 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 67.551/4 des Staatsrates,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

2° Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

3° Zentrum: das gemäß den Vorschriften von Artikel R. 307*bis*-28 des Gesetzbuches zugelassene Ausbildungs- und Prüfungszentrum für CertiBEau-Ausweissteller;

4° Bewerber: die natürliche Person, die einen Zulassungsantrag als CertiBEau-Ausweissteller gemäß Artikel R. 307*bis*-22 des Gesetzbuches eingereicht hat;

5° Ausbildung: die in den Artikeln D. 227*quater*, § 2 Ziffer 4° und R. 307*bis*-22, § 2 des Gesetzbuches genannte Ausbildung;

6° Prüfung: die in Artikel D. 227*quater*, § 3 und R. 307*bis*-22, § 3 des Gesetzbuches genannte Prüfung;

7° Ausbilder: das Mitglied des qualifizierten Lehrpersonals nach der Definition von Artikel D. 227*quater*, § 3, Ziffer 3° des Gesetzbuches.

Art. 2 - § 1. Die S.P.G.E. stellt dem Zentrum Folgendes zur Verfügung:

2° das Lehrmaterial für die Ausbildung und die Weiterbildungen, das mindestens das Folgende umfasst:

a) das Antragsformular für eine Zertifizierung, das Bescheinigungsformular und den Besuchsbericht nach den Definitionen von Artikel R. 307*bis*-14 des Gesetzbuches;

b) der auf Diapositiven oder jeglichem anderen Träger festgehaltene Lehrinhalt;

2° die verwaltungstechnischen Instrumente zur Organisation der Ausbildung und der Prüfung, und zwar mindestens die Auswahlfragebögen der Prüfung samt Lösungen und Bewertungsmethode.

§ 2. Die Hilfsmittel können dem Zentrum elektronisch zur Verfügung gestellt werden.

§ 2. Die Verwaltung und die S.P.G.E. veröffentlichen auf ihrer Webseite die Modalitäten für die Anmeldung zur Ausbildung und zu den Weiterbildungen und die Daten der vom Zentrum geplanten Sitzungen.

Art. 3 - § 1. Das Zentrum:

1° bestimmt die Bedingungen für den Zugang zu der Ausbildung der Bewerber gemäß den in den Artikeln D.227*quater*, § 2 und R.307*bis*-22 des Gesetzbuches festgelegten Bedingungen;

2° übermittelt den Bewerbern eine Bestätigung ihrer Anmeldung und teilt ihnen Ort, Datum und praktische Modalitäten der Ausbildung und der Prüfung mit;

3° verwendet ausschließlich das ganze von der S.P.G.E. zur Verfügung gestellte Lehrmaterial und alle verwaltungstechnischen Instrumente der Ausbildung;;

4° ändert nichts an dem Inhalt des Ausbildungsmaterials und verwendet andere Instrumente nur mit der vorherigen schriftlichen Genehmigung der S.P.G.E.;;

5° stellt jedem zur Ausbildung angemeldeten Bewerber das Ausbildungsmaterial zur Verfügung, darunter auch eine Unterrichtsunterlage mit dem Lehrinhalt;

6° stellt jedem zur Ausbildung angemeldeten Bewerber die zum guten Ablauf der Ausbildung und der Prüfung notwendigen Räume und Material, einschließlich der Computerausrüstung, zur Verfügung;

7° übermittelt der S.P.G.E. auf elektronischem Wege einen Bericht über die Ausbildungs- bzw. Prüfungssitzung mit der Liste der Bewerber und den bei der Prüfung erzielten Punktzahlen. Dieser Bericht wird nach dem von der S.P.G.E. bereitgestellten Muster erstellt.;

8° setzt die S.P.G.E. unverzüglich von jeder Änderung in Kenntnis, die sich auf die Zulassung eines Ausbildungszentrums für "CertiBEau"- Ausweisaussteller auswirken könnte;

9° zieht ausschließlich die im Antrag auf Zulassung als Ausbildungszentrum identifizierten Ausbilder hinzu, um die Ausbildung und die Prüfung zu gewährleisten, es sei denn, eine anhand des von der S.P.G.E. zur Verfügung gestellten Formulars beantragte Genehmigung wurde vorher erteilt.

10° organisiert jährlich die Weiterbildungen gemäß den Modalitäten von Artikel 5.

§ 2. Das Ausbildungsmaterial wird ausschließlich zur Ausbildung der Bewerber genutzt.

Außerhalb des Rahmens der Ausbildung wird es nach außen hin keineswegs verbreitet, sei es ganz oder teilweise, außer mit der vorherigen, schriftlichen Genehmigung der S.P.G.E., deren alleiniges Eigentum es ist.

Art. 4 - Die Dauer der von den Zentren erbrachten Ausbildung beträgt mindestens:

- zwei halbe Tage für den theoretischen Teil über die Inneninstallationen zur Wasserversorgung;
- zwei halbe Tage für den theoretischen Teil, der sich auf die Behandlung und Entsorgung von Abwasser und Regenwasser und deren Management auf der Parzelle bezieht;
- zwei halbe Tagen für den praktischen Teil, der sich auf die ersten beiden Teile bezieht;
- einen halben Tag für den Teil bezüglich des gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Rahmens des CertiBEau-Zertifikats und dessen administrativen und EDV-Verwaltung

Art. 5 - § 1. § 2. Das Zentrum organisiert die ständigen Weiterbildungen, die für die zugelassenen Ausweissteller Pflicht sind. Sie finden jedes Jahr statt und haben eine Mindestdauer von einem halben Tag.

Der Inhalt dieser Weiterbildungen wird von der S.P.G.E. bestimmt und dem Zentrum in EDV- Form übermittelt.

§ 2. Bis zum 31. Januar eines jeden Jahres informiert das Zentrum die S.P.G.E. über den Zeitplan der für das laufende Jahr organisierten Weiterbildungskurse und die Orte, an denen sie stattfinden werden.

Art. 6 - § 1. Die Prüfung besteht aus einem schriftlichen Teil mit von der S.P.G.E. gegebenen Fragen und aus einem mündlichen Teil, der auf einem zu lösenden praktischen Fall basiert.

Es werden zwei Prüfungssitzungen vorgesehen. Die zweite Prüfungssitzung ist für Bewerber bestimmt, die bei der ersten Sitzung die Prüfung nicht bestanden haben und keine außergewöhnlichen, von ihrem Willen unabhängigen Umstände nach Paragraf 2 gelten machen können. Im Falle eines Scheiterns in der zweiten Sitzung muss sich der Bewerber für eine neue Ausbildungs- und Prüfungssitzung anmelden.

§ 2. Im Falle außergewöhnlicher Umstände, die von dem Willen des Bewerbers unabhängig sind, und auf der Grundlage eines Belegs, der die Abwesenheit rechtfertigt, ist der Bewerber berechtigt, die Prüfung in einer neuen Prüfungssitzung abzulegen. Der Beleg wird vom Zentrum aufbewahrt und eine Kopie wird dem Sitzungs- und Prüfungsbericht beigelegt.

Das Zentrum ist befugt, die Relevanz des Beweismaterials zu beurteilen.

§ 3. Der Bewerber, der ohne Rechtfertigung seines Fernbleibens im Sinne von Artikel 6 § 2 die Prüfung nicht ablegt oder an einem Ausbildungstag fehlt, ohne einen Beleg zur Rechtfertigung seiner Abwesenheit wegen außergewöhnlicher und von seinem Willen unabhängigen Umstände geben zu können, wird von der Bewerbergruppe ausgeschlossen..

Um die Zulassung zu erhalten, meldet sich der ausgeschlossene Bewerber zu einer neuen Ausbildungs- und Prüfungssitzung an.

Art. 7 - Das Zentrum behandelt die Streitigkeiten in Bezug auf die bei der Prüfung erzielten Punktzahlen.

Der Verantwortliche des Zentrums behandelt die Beschwerden der Bewerber gegen einen Ausbilder und informiert die S.P.G.E. über die infolge der Beschwerde getroffenen Maßnahmen.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 23. Juli 2020

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/203719]

23 JULI 2020. — Ministerieel besluit betreffende de organisatie en de inhoud van opleidingen en permanente opleidingen, alsook betreffende de inhoud en de organisatie van en de deelname aan het examen in het kader van de certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen

Minister van Leefmilieu,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.227*quater*, § 2, eerste lid, 4^o, en tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel R. 307*bis*-22 en R. 307*bis*-27, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019;

Gelet op het advies 63.551/4 van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder

1^o Wetboek : Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

2^o Administratie : het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu;

3^o centrum : het opleidings- en examencentrum van "CertiBEau"-certificeerders, erkend overeenkomstig de vereisten van artikel R. 307*bis*-28 van het Wetboek;

4^o kandidaat : de natuurlijke persoon die een aanvraag tot erkenning als "CertiBEau"-certificeerder heeft ingediend, overeenkomstig artikel R. 307*bis*-22 van het Wetboek;

5^o opleiding : de opleiding bedoeld in de artikelen D. 227*quater*, § 2, 4^o en R. 307*bis*-22, § 2, van het Wetboek;

6^o examen : het examen bedoeld in artikel D. 227*quater*, § 3 en R. 307*bis*-22, § 3, van het Wetboek;

7^o opleider : het lid van het gekwalificeerd onderwijzend personeel zoals gedefinieerd in artikel D. 227*quater*, § 3, 3^o, van het Wetboek.

Art. 2. § 1. De "S.P.G.E." stelt het centrum ter beschikking :

1° de leermiddelen voor opleiding en permanente opleiding, met inbegrip van ten minste :

a) het certificeringsaanvraagformulier, het attest en het bezoekverslag zoals gedefinieerd in artikel R. 307bis-14 van het Wetboek;

b) de pedagogische inhoud van de opleiding vastgelegd op dia's of op elke andere drager;

2° de administratieve instrumenten met betrekking tot de organisatie van de opleiding en het examen, met inbegrip van ten minste de meerkeuzevragenlijsten van het examen, samen met de antwoorden en de scoringsmethode.

§ 2. De hulpmiddelen kunnen ter beschikking van het centrum gesteld worden langs de elektronische weg.

§ 3. De Administratie en de "S.P.G.E." maakt de inschrijvingsmodaliteiten voor de opleiding en de permanente opleiding alsook de door het centrum geplande data van de zittingen op haar internetsite bekend.

Art. 3. § 1. Het centrum :

1° controleert de voorwaarden voor toegang tot de opleiding van de kandidaten, overeenkomstig de voorwaarden van de artikelen D.227quater, § 2 en R.307bis-22 van het Wetboek;

2° bevestigt de inschrijving van kandidaten en geeft hen kennis van de plaatsen, de data en de praktische modaliteiten van de opleiding en het examen;

3° gebruikt, uitsluitend, elk van de door de "S.P.G.E." ter beschikking gestelde pedagogische en administratieve dragers voor de opleiding;

4° wijzigt de inhoud van de opleidingsdragers niet en gebruikt geen andere drager, behalve met de voorafgaande toestemming van de "S.P.G.E.";

5° stelt de permanente opleidingsdragers ter beschikking van elke kandidaat die voor de opleiding ingeschreven is, met inbegrip van een syllabus waarin de pedagogische inhoud opgenomen is;

6° stelt de lokalen en het materiaal, met inbegrip van het informaticamateriaal, die nodig zijn voor het goede verloop van de opleiding en het examen ter beschikking van elke kandidaat die voor de opleiding ingeschreven is;

7° verstrekt de "S.P.G.E." langs elektronische weg een verslag over de opleiding en het examen, met daarin de lijst van kandidaten met de behaalde cijfers voor het examen. Het verslag wordt opgesteld volgens het door de "S.P.G.E." verstrekte model;

8° deelt onverwijld elke wijziging die een gevolg kan hebben op de erkenning van het opleidingscentrum van "CertIBEau"-certificeerders, aan de "S.P.G.E." mede;

9° doet uitsluitend een beroep op de opleiders die in de erkenningsaanvraag opgegeven worden als opleidingscentrum om de opleiding en het examen te verzorgen, behoudens voorafgaande toestemming aangevraagd via het door de "S.P.G.E." ter beschikking gestelde formulier.

10° organiseert jaarlijks de permanente opleiding, overeenkomstig het bepaalde in artikel 5.

§ 2. De dragers voor de opleiding zijn uitsluitend voor de opleiding van de kandidaten bestemd.

Ze worden in geen enkele vorm verspreid, noch gedeeltelijk noch integraal, buiten het kader van de opleiding, behalve voorafgaand schriftelijk akkoord van de "S.P.G.E." waarvan zij het exclusieve eigendom zijn.

Art. 4. De duur van de door de centra verstrekte opleiding bedraagt ten minste :

- twee halve dagen voor het theoretische gedeelte met betrekking tot binnenwaterinstallaties;

- twee halve dagen voor het theoretische gedeelte met betrekking tot de behandeling en de afvoer van afval en regenwater en het beheer ervan op het perceel;

- twee halve dagen voor het praktische gedeelte met betrekking tot de eerste twee delen;

- een halve dag voor het gedeelte dat betrekking heeft op het wettelijk en regelgevend kader van CertIBEau en zijn administratief en informaticabeheer.

Art. 5. § 1. Het centrum organiseert permanente opleidingen, die verplicht zijn voor erkende certificeerders. Ze vinden elk jaar plaats en duren minstens een halve dag.

De inhoud van deze permanente opleidingen wordt bepaald door de "S.P.G.E." en wordt onder elektronisch formaat aan het centrum verstrekt.

§ 2. Uiterlijk op 31 januari van elk jaar informeert het centrum de "S.P.G.E." over de kalender van de voor het lopende jaar georganiseerde permanente opleidingen en de plaatsen waar deze zullen plaatsvinden.

Art. 6. § 1. Het examen bestaat uit een schriftelijk gedeelte met vragen van de "S.P.G.E." en een mondeling gedeelte op basis van een op te lossen praktijkgeval.

Er zijn twee examensessies gepland. De tweede is bedoeld voor kandidaten die de eerste niet hebben gehaald of die overeenkomstig paragraaf 2 kunnen aantonen dat er sprake is van uitzonderlijke omstandigheden buiten hun wil om. Indien de kandidaat in de tweede sessie niet slaagt, meldt hij zich aan voor een nieuwe opleiding en een nieuwe examensessie.

§ 2. In geval van uitzonderlijke omstandigheden buiten de wil van de kandidaat, en op basis van een bewijsstuk dat de afwezigheid rechtvaardigt, is de kandidaat gemachtigd om het examen af te leggen op een nieuwe examensessie. Het bewijsstuk wordt door het centrum bewaard en een kopie wordt bij het sessie- en examenverslag gevoegd.

Het Centrum is bevoegd om de relevantie van het bewijsstuk te beoordelen.

§ 3. Kandidaten die het examen niet bijwonen zonder dat zij hun afwezigheid kunnen rechtvaardigen overeenkomstig artikel 6, paragraaf 2, of die afwezig zijn van een dag opleiding zonder dat zij bewijsstukken kunnen overleggen om hun afwezigheid te rechtvaardigen als gevolg van uitzonderlijke omstandigheden buiten hun wil om, worden uitgesloten van de bevordering van kandidaten.

Om de erkenning te verkrijgen, schrijft de uitgesloten kandidaat zich in voor een nieuwe opleiding en een nieuwe examensessie.

Art. 7. Het Centrum beheert de geschillen over de examenresultaten.

De verantwoordelijke van het centrum beheert de beroepen van de kandidaten tegen een opleider en informeert de "S.P.G.E." over het gevolg dat aan het beroep wordt gegeven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 23 juli 2020.

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203776]

8 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 relatif à l'octroi d'indemnités complémentaires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 10 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 relatif à l'octroi d'indemnités complémentaires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19, les articles 3, alinéa 3, et 4, alinéa 2;

Vu le rapport du 3 septembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 août 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 août 2020;

Vu l'avis 67.971/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 septembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié, notamment, par l'arrêté ministériel du 5 juin 2020;

Considérant que l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 précité impose à certaines entreprises ou parties d'entreprises de rester fermées jusqu'au 30 juin 2020 inclus;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent arrêté vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour de nombreuses entreprises qui subissent de graves dommages économiques;

Considérant qu'il est nécessaire de fournir une aide d'urgence aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Considérant que, suite aux mesures de fermeture qui se sont poursuivies, les entreprises concernées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets se feront sentir à très court terme et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Considérant qu'il convient, dès lors, de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais;

Considérant les mesures prises contre le coronavirus COVID-19 par le fédéral;

Considérant que les secteurs d'activités récréatives, artistiques et de spectacle admis dans le présent arrêté sont des secteurs qui gravitent dans la sphère des activités culturelles qui relèvent néanmoins de la compétence économique par leur caractère de soutien à ces dites activités;

Considérant les secteurs et sous-secteurs qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction en ce qui concerne les voyages;

Considérant les secteurs et sous-secteurs qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Conseil National de Sécurité en ce qui concerne la « bulle sociale »;

Considérant les secteurs et sous-secteurs qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Conseil National de Sécurité en ce qui concerne les événements de masse;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'intervenir dans ces domaines;

Considérant que l'urgence est justifiée,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 relatif à l'octroi d'indemnités complémentaires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19;

2° l'entreprise : l'entreprise visée à l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020;

3° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des Statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

4° l'indemnité complémentaire : l'indemnité octroyée, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020.